



NATIONS UNIES

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ C'EST POSSIBLE

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'APRÈS-2015

Sous
embargo
jusqu'au 19
septembre, 12
heures, heure
d'été de New
York (GMT -4)

Un accès élargi au commerce international, aux médicaments et aux technologies aide un nombre croissant de pays à combler les écarts qui les séparent des objectifs de la lutte contre la pauvreté : rapport de l'ONU

Les engagements de la communauté internationale n'ont été que partiellement tenus, mais les objectifs du Millénaire pour le développement continuent de mener à des succès

New York, 19 septembre — Les pays en développement ont obtenu un plus large accès aux technologies, aux marchés pour leurs exportations, à certains médicaments essentiels et un allègement plus important de la dette, mais la communauté internationale doit réaffirmer son engagement à accroître l'aide et parvenir à conclure un accord commercial multilatéral orienté vers le développement afin d'accélérer la progression vers les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), selon un nouveau rapport présenté aujourd'hui par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

« Les objectifs du Millénaire pour le développement ont mobilisé les gouvernements, la société civile et d'autres partenaires dans le monde entier et ce, avec d'importants résultats, » a déclaré M. Ban. « Dans le monde entier, partout où notre regard se pose, les objectifs du Millénaire ont conduit au succès – mais non au succès total. »

Des statistiques récentes concernant les OMD montrent que les conditions de vie de millions de personnes se sont améliorées alors que certains pays ont déjà atteint les cibles relatives à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de l'accès à l'eau salubre, à l'amélioration de la vie des habitants des taudis et à la parité entre les sexes dans les écoles primaires. De plus, en juger par les remarquables progrès enregistrés dans d'autres domaines, un plus grand nombre des cibles définies dans les OMD peuvent être atteintes d'ici à 2015, échéance fixée pour les objectifs actuels.

Le Rapport du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD, 2013, intitulé « *The Global Partnership for Development : The Challenge We Face* » (Partenariat mondial pour le développement : le défi que nous devons relever) permet de suivre de près la mise en œuvre des engagements énoncés dans le huitième objectif des OMD (Mettre en place un partenariat mondial pour le développement).

« Le tableau est en demi-teinte, » a déclaré M. Ban. « Nous pouvons faire mieux. La meilleure façon de se préparer à l'après-2015 est de démontrer que, lorsque la communauté internationale s'engage pour un partenariat mondial pour le développement, elle est vraiment décidée et dirige ses ressources là où celles-ci sont les plus nécessaires. »

Afin d'approfondir le partenariat mondial qui lie les États Membres de l'ONU, les organismes internationaux, la société civile, le secteur privé et d'autres partenaires, le rapport contient de nombreuses recommandations, dont les suivantes : mettre fin à l'évasion fiscale, renforcer les normes de sécurité de la production industrielle, trouver des solutions à la dette insoutenable et améliorer les règles financières et les règles du commerce mondial, tout en demandant à tous les partenaires d'honorer les engagements qu'ils ont déjà pris en soutien à la réalisation des objectifs du Millénaire.



NATIONS UNIES

Le ralentissement de l'économie mondiale continue de freiner la réalisation des objectifs du Millénaire

En 2012, l'aide publique au développement (APD) a décliné pour la deuxième année consécutive, diminuant de 4 % pour passer de 134 milliards de dollars en 2011 à 125,9 milliards de dollars. Selon le rapport, les réductions de l'aide s'expliquent principalement par les mesures d'austérité budgétaire adoptées par des pays de l'Union européenne.

Plusieurs pays, y compris des membres de l'Union européenne, ont soit augmenté l'aide en 2012, soit atteint l'objectif assigné par l'ONU en affectant 0,7 % de leur produit national brut à l'aide. Les pays suivants ont dépassé cet objectif : Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suède. En 2012, l'Australie, l'Autriche, l'Islande, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée et la Suisse ont accru leur budget consacré à l'aide.

L'aide bilatérale (aide directe d'un pays à un autre) aux 49 pays les moins avancés a chuté de 12,8 %, passant à environ 26 milliards de dollars en 2012. L'aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne a diminué pour la première fois depuis 2007, totalisant 26,2 milliards de dollars en 2012, soit une baisse de 7,9 %. L'aide aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement, ainsi que l'aide multilatérale et l'aide humanitaire ont également chuté.

Outre l'aide provenant des pays donateurs traditionnels, le rapport met en valeur d'autres modes d'octroi de l'aide au développement empruntant différentes voies et utilisés par divers donateurs. Les subventions provenant d'institutions bénévoles privées se sont élevées en 2011 à 30,6 milliards de dollars, sur lesquels 23,3 milliards proviennent des institutions des Nations Unies. En 2011, l'Arabie saoudite a indiqué avoir aidé d'autres pays à hauteur de 5,1 milliards de dollars, et la Turquie a fourni une aide de 1,3 milliard de dollars. D'autres pays ne signalent par leurs contributions mais peuvent octroyer des montants importants, notamment l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et le Venezuela.

Selon le rapport, des accords conclus au cours de la Conférence Rio+20 sur le développement durable de 2012 et de réunions récentes des Nations Unies, du G8, du G20 et du Groupe de la Banque mondiale, entre autres, attestent des efforts déployés pour élaborer des modalités permettant d'accélérer le développement mondial et de réduire la pauvreté en s'appuyant aussi bien sur des moyens traditionnels que sur des méthodes novatrices et de nouveaux partenariats.

L'élargissement de l'accès aux marchés donne de bons résultats

Les échanges internationaux des pays en développement et des économies en transition ont progressé plus rapidement que l'économie mondiale. Selon le rapport, la croissance du commerce mondial a été plus lente en 2012 qu'en 2011 du fait de l'atonie de la croissance économique des pays développés. La part des pays en développement dans les échanges mondiaux a atteint 44,4 % en 2012, ce qui représente un accroissement de 12 points de pourcentage par rapport à 2002.

Aujourd'hui, la majorité des exportations des pays en développement entrent sur les marchés des pays développés en exonération de droits. Entre 2000 et 2011, la part des importations des pays développés en provenance de pays en développement admises en exonération de droits a augmenté de plus de 15 %, atteignant 80 % en 2011. Selon le rapport, en 2012, les membres du G20 ont réaffirmé leur engagement à ne pas imposer de mesures protectionnistes et se sont largement abstenus de créer de nouvelles barrières commerciales.

Par ailleurs, les envois de fonds ont continué de croître malgré les difficultés auxquelles se heurtent les migrants sur le marché du travail dans les pays développés. Les envois de fonds vers les pays en développement ont atteint 401 milliards de dollars en 2012, soit une hausse de 5,3 % par rapport à 2011. Ces transferts devraient en principe augmenter dans l'avenir proche.



NATIONS UNIES

L'Aide pour le commerce est en baisse mais de nombreux grands engagements internationaux en faveur des pays en développement, et en particulier en faveur des pays les moins avancés, sont mis en œuvre.

Le rapport note que, après plus d'une décennie, le Cycle de négociations commerciales internationales de Doha n'a toujours pas abouti. Toutefois, la neuvième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, qui se tiendra à Bali (Indonésie) en décembre 2013, offre une occasion de sortir de l'impasse.

Des garanties d'un allègement de la dette pour un plus grand nombre de pays pauvres

La plupart des pays en développement enregistrent une amélioration en matière d'équilibre budgétaire, mais le rythme de l'assainissement budgétaire et son incidence sur les dépenses sociales vont en principe s'intensifier. En avril 2013, 35 des pays pauvres très endettés (PPTE) avaient atteint le « point d'achèvement » au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale qui leur garantit un allègement de la dette. Le rapport indique que, bien que le lien entre l'allègement de la dette et les dépenses axées sur la réduction de la pauvreté soit difficile à démontrer, les données montrent que les PPTE ont augmenté les dépenses axées sur la réduction de la pauvreté pendant que leurs paiements au titre du service de la dette enregistraient une baisse. Le rapport indique également que les données globales présentées ne permettent pas de déterminer dans quelle mesure certains pays en développement sont encore gravement endettés ou courent un risque important de surendettement.

Accès à des médicaments essentiels à des prix abordables

Selon les conclusions du rapport, les prix des médicaments essentiels sont encore trop élevés dans les pays en développement mais il y a eu une amélioration de l'accès aux médicaments de traitement du VIH/sida, ainsi qu'une augmentation de la production locale d'autres médicaments essentiels.

Il reste difficile de se procurer des médicaments essentiels dans les pays en développement, surtout dans les pays à faible revenu et à revenu moyen de la tranche inférieure. En 2012, on ne pouvait en trouver que dans 57 % des établissements de soins publics et 65 % des établissements privés. Dans les pays à faible revenu et à revenu moyen de la tranche inférieure, les prix étaient en moyenne 3,3 fois plus élevés que les prix de référence internationaux dans les établissements du secteur public et 5,7 fois plus élevés dans les établissements du secteur privé. Le rapport encourage les entreprises pharmaceutiques à rendre les prix des médicaments essentiels plus abordables et à mettre au point de nouveaux médicaments dont les pays en développement ont grand besoin.

Accès aux nouvelles technologies

Selon le rapport, le nombre de personnes utilisant Internet s'est accru de 12 % dans les pays en développement en 2013, contre 5 % dans les pays développés. Les utilisateurs d'Internet dans les pays en développement ont représenté 65 % du nombre total des utilisateurs mondiaux en 2013, alors qu'ils représentaient 40 % en 2005.

Par ailleurs, le taux de pénétration de l'utilisation d'Internet dans les pays en développement est passé de 25 % en 2011 à 31 % en 2013. Le rapport indique que les prix des services de technologies de l'information et des communications (TIC) deviennent plus abordables mais que la différence de coût entre les pays développés et les pays en développement reste importante.



NATIONS UNIES

Selon les estimations les plus récentes pour 2013, le nombre de comptes de téléphone cellulaire dans le monde a grimpé à 6,8 milliards, chiffre presque équivalent à la population mondiale de 7,1 milliards. Bien que la croissance mondiale dans ce domaine se soit ralentie récemment, le rapport indique qu'elle se poursuit dans les pays en développement. Le taux de pénétration des comptes de téléphone cellulaire dans les pays les moins avancés a atteint 42 % en 2011, contre 34 % en 2010.

Le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, présidé conjointement par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et le Programme des Nations Unies pour le développement, a été créé par le Secrétaire général en mai 2007 pour améliorer le suivi des engagements mondiaux énoncés dans le huitième objectif des OMD, relatif à un partenariat mondial pour le développement. Le Groupe réunit plus de 30 institutions des Nations Unies et autres organismes internationaux, et son principal but est de faire un suivi systématique des engagements internationaux existants et de mettre en évidence les lacunes et obstacles dans leur réalisation aux niveaux international, régional et national dans les domaines de l'aide publique au développement, de l'accès aux marchés (commerce international), de la soutenabilité de la dette et de l'accès aux médicaments essentiels et aux nouvelles technologies.

Pour avoir des informations complémentaires, des dossiers de presse et une liste des services interinstitutions de liaison avec les médias, voir www.un.org/millenniumgoals

Liaison avec les médias

M. Wynne Boelt, boelt@un.org, +1 212-963-8264

Département de l'information, ONU

Mme Dheepa Pandian dheepa.pandian@undp.org, +1-212-906-6860,

Programme des Nations Unies pour le développement.

Publié par le Département de l'information, le Département des affaires économiques et sociales et le Programme des Nations Unies pour le développement.